

LE MONDE

Entrevue avec Jean-Luc Dehaene, ancien premier ministre de Belgique

La crise grecque, un test pour l'Union européenne

CLAUDE LÈVESQUE

La crise des finances publiques en Grèce représente un important défi pour l'Union européenne (UE), particulièrement pour les pays de la zone euro.

« Quel degré de solidarité aurons-nous pour maintenir cette Union avec tous les pays qui en font partie sans pour autant donner à chacun une licence pour se laisser aller », se demande Jean-Luc Dehaene, ancien premier ministre de Belgique et membre du Parlement européen, en entrevue au *Devoir*.

M. Dehaene, qui donnait hier une conférence à l'invitation du Conseil des relations internationales de Montréal, ne croit pas que cette crise menace pour le moment la stabilité économique ou politique de l'Union européenne, mais cette dernière doit selon lui avoir le « courage de faire un certain nombre de pas » si elle veut maintenir son union monétaire.

« Dans un premier temps, on a mis l'accent sur le fait que les Grecs doivent mettre de l'ordre chez eux, d'autant plus que la situation résulte en partie d'éléments de corruption et de mauvaise gestion », affirme M. Dehaene. Mais à un moment donné, une intervention structurelle sous la forme de reprises d'emprunts obligataires peut devenir nécessaire. Ou bien

l'Union monétaire pourra le faire de façon interne, ou bien on fera appel au Fonds monétaire international, ce qui prouverait qu'elle n'est pas capable de s'attaquer elle-même à ses problèmes. »

La solidarité

M. Dehaene dit croire que la solidarité souhaitée se manifestera, quoiqu'il s'agisse d'une situation « qui n'est pas facile à gérer ». Le député européen estime par ailleurs que le euro demeure dans l'ensemble un « succès inespéré », la monnaie européenne s'étant en fait bien comportée durant la récente crise financière.

Il faut dire que M. Dehaene n'était pas venu à Montréal pour parler spécifiquement de la crise grecque, mais plutôt de l'Union européenne et de « l'expérience fédérale dans le monde ».

L'homme politique ne croit pas que le Vieux Continent se transformera dans un avenir prévisible en des « États-Unis d'Europe », même si l'UE, à qui ses États membres ont transféré une partie de leur souveraineté, utilise effectivement des « méthodes fédérales ».

En revanche, « l'Europe devra adapter ses comportements si elle veut être un acteur dans la gouvernance globale », affirme M. Dehaene.

Dans certains domaines, il



Jean-Luc Dehaene, ancien premier ministre de Belgique, hier à Montréal.

faut que « l'Europe parle d'une seule voix, ce qui veut dire transférer d'autres compétences » au niveau supranational, précise-t-il. « Là est tout le débat : est-ce qu'une partie des États membres se rendront compte que leur souveraineté est devenue fort théorique dans le monde global et qu'ils ne la regagneront qu'en faisant un "pool de souveraineté" au niveau de l'UE? »

Le traité

Le nouveau traité de Lisbonne vise justement une plus grande intégration politique du continent. Témoin de la création des postes de ministre des Affaires étrangères et de président du Conseil, qui devraient assurer « un peu plus de continuité dans l'action ».

En Europe, les transferts de souveraineté vers l'entité supranationale ont coïncidé avec une décentralisation des pouvoirs vers « des régions qui, historiquement, ont une caractéristique de nation » comme l'Écosse, la Catalogne ou la Bavière.

Premier ministre de la Belgique de 1992 à 1999, M. Dehaene est bien placé pour en parler. Récemment, il a été nommé commissaire royal aux Affaires institutionnelles, chargé de trouver des solutions aux problèmes qui ont paralysé la vie politique de son pays pendant deux ans.

« On a voulu mettre les tensions communautaires [entre Wallons et Flamands] hors du gouvernement, de sorte qu'il puisse mener sa mission socio-économique. On m'a chargé d'essayer, dans une certaine discrétion et sans la pression journalistique de l'opinion publique, de trouver des issues à des problèmes chargés de symbolisme et d'émotivité. »

La Belgique frôle-t-elle l'éclatement? avons-nous demandé. M. Dehaene ne le croit pas: en dépit de la présence du Vlaams Blok, parti indépendantiste flamand, « il y a un certain nombre de facteurs, dont le facteur bruxellois, qui font qu'une scission est inimaginable ».

Le Devoir

ÉNERGIE

Obama rouvre la filière nucléaire

Barack Obama a annoncé hier l'octroi de 8,3 milliards de dollars de garanties de prêts pour la construction de la première centrale nucléaire américaine en près de 30 ans. Ces prêts seront garantis pour la construction par le groupe Southern de deux réacteurs en Géorgie.

« Afin de répondre à nos besoins en énergie et prévenir les pires conséquences du changement climatique, nous avons besoin d'accroître notre offre d'électricité nucléaire, c'est aussi simple que cela », a déclaré Barack Obama lors d'un déplacement à Lanham, dans le Maryland.

Le président américain plaide pour une loi limitant les émissions de gaz à effet de serre par l'industrie et favorisant le développement des énergies renouvelables. Il espère que son soutien en faveur de l'extension de l'énergie nucléaire, une priorité affichée par l'opposition républicaine, aidera à débloquer le vote d'une loi sur le climat par le Congrès.

Triplement des fonds

Southern, dont le siège est à Atlanta, s'est félicité de la décision des autorités fédérales. Le groupe possède l'un des parcs les plus importants de centrales électriques au charbon des États-Unis et serait affecté en cas de restrictions aux émissions de gaz à effet de serre.

Le projet de loi budgétaire pour 2011 présenté par M. Obama au Congrès mentionnait un triplement du fonds de garantie pour construire des centrales, à plus de 54 milliards.

Les États-Unis ont boudé l'énergie nucléaire depuis un grave accident à la centrale de Three Mile Island en Pennsylvanie en 1979. Cette technologie fait partie de l'éventail présenté par M. Obama pour ré-

duire les émissions et diminuer la dépendance énergétique.

Les États-Unis comptent aujourd'hui 104 centrales nucléaires en fonctionnement, mais la plus récente, celle de Seabrook, dans le New Hampshire, a été commandée en 1977 et est entrée en service en 1990. Tous ces réacteurs ne fournissent aujourd'hui que 20 % des besoins en électricité du pays. Le reste est assuré par le charbon, le gaz naturel, le pétrole et les énergies renouvelables, surtout l'hydroélectricité.

D'autres à venir

Selon des estimations des milieux professionnels, les États-Unis devront construire 35 nouveaux réacteurs pour conserver cette part de 20 % d'électricité produite par le nucléaire, ce qui représenterait un investissement de quelque 280 milliards.

Fin janvier, le président Obama avait réitéré lors de son discours sur l'état de l'Union devant le Congrès sa volonté de « construire une nouvelle génération de centrales nucléaires sûres et propres dans ce pays », et installé dans la foulée une commission destinée à réfléchir à la gestion des déchets nucléaires.

« Le président pense depuis longtemps que l'énergie nucléaire devrait faire partie de notre éventail [de ressources] énergétiques, c'est la raison pour laquelle il a demandé [au Congrès] un ensemble de lois qui mettent en œuvre toutes nos sources d'énergie, dont le nucléaire, pour effectuer une transition vers une économie d'énergies propres et créer des millions d'emplois », a assuré un haut responsable américain.

Agence France-Press
et Reuters

IRAN

Paris, Washington et Moscou s'inquiètent

Vienne — La France, les États-Unis et la Russie se sont dits « inquiets » des intentions nucléaires de l'Iran après le lancement de l'enrichisse-

ment de son uranium à 20 %, ont indiqué leurs ambassadeurs auprès de l'AIEA dans une lettre remise hier à son directeur général, Yukiya Amano. « L'annonce le 7 février par le président Ahmadinejad que l'Iran va enrichir son uranium jusqu'à 20% est contraire aux résolutions du conseil de sécurité de l'ONU et représente une nouvelle étape dans la capacité (de l'Iran) de produire de l'uranium hautement enrichi », ont-ils souligné dans cette lettre.

« Si l'Iran poursuit cette escalade, cela soulèvera des inquiétudes sur ses intentions nucléaires », ont averti les trois ambassadeurs dans leur lettre, adressée au régime islamique la semaine dernière et remise hier à M. Amano.

L'Iran cherche depuis plusieurs mois à acquérir des barres de combustible nucléaire nécessaire à la production d'isotopes, entrant dans le traitement de certains cancers, par le réacteur de recherche de Téhéran (TRR). Les barres de combustible sont produites à partir d'uranium enrichi à 20 % alors que jusqu'à présent Téhéran ne disposait que d'uranium faiblement enrichi à 3,5 %.

Dans leur lettre, les diplomates mettent en doute la capacité de Téhéran à maîtriser la transformation de l'uranium à 20 % en combustible, et partant ses intentions ultimes, estimant que « l'Iran ne peut pas produire à temps le combustible nucléaire nécessaire afin d'assurer une production ininterrompue d'isotopes médicaux par le réacteur de recherche de Téhéran ».

Ils ont « regretté » que l'Iran n'ait pas accepté l'offre faite le 21 octobre par l'Agence internationale de l'énergie atomique et soutenue par eux.

Les trois pays y avaient proposé d'enrichir à 20 % l'uranium iranien en dehors du territoire iranien, par exemple en Russie, avant de le transformer ensuite en France en combustible pour alimenter le TRR.

Agence France-Press



Table ronde

Entrée gratuite avec réservation

LE TRANSPORT DURABLE À L'HEURE DE COPENHAGUE

Mercredi 24 février 2010
de 19 h 00 à 20 h 30

Musée de la nature et des sciences de
Sherbrooke
225, rue Frontenac



Panélistes :

Daniel Bouchard, responsable des campagnes transport
Conseil régional de l'environnement de Montréal

Laurent Chevrot, directeur général adjoint
Société de transport de Sherbrooke

Catherine Morency, professeure adjointe
École Polytechnique de Montréal

Alain Webster, vice-recteur au développement durable
Université de Sherbrooke

Animateur :

Michel Venne, directeur général
Institut du Nouveau Monde

Réservation : www.acfas.ca ou 514 849-0045, poste 229

Cette série de rencontres est rendue possible grâce au soutien des universités québécoises.



LE DEVOIR



LE CONSEIL
DES RELATIONS
INTERNATIONALES
DE MONTRÉAL



Conférence en association avec

Ingrid Srinath

Secrétaire générale de CIVICUS,
Alliance mondiale pour la participation citoyenne



Sortie de crise : le rôle essentiel de la société civile

Montréal accueillera, du 20 au 23 août prochain, la 9^e assemblée mondiale de CIVICUS, Alliance mondiale pour la participation citoyenne. CIVICUS est une organisation internationale qui favorise l'émergence, la croissance et la protection de l'action citoyenne. Présente dans plus de 100 pays, elle organise depuis 1995 des Assemblées mondiales qui permettent à des représentants de tous les secteurs de la société civile, des gouvernements, d'entreprises privées et des médias de se rencontrer, de partager leurs meilleures pratiques et de jeter les bases d'initiatives communes. Dans son allocution, Mme Srinath s'attardera au rôle essentiel des organisations de la société civile dans la recherche de solutions concrètes aux diverses crises auxquelles nous sommes confrontés.

Judi 25 février 2010 de 17 h 30 à 19 h

Hôtel Omni Mont-Royal • 1050, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec)

Avec l'appui de :

Rio Tinto Alcan



CECI

LE DEVOIR



Palais des congrès
de Montréal

Inscriptions : www.corim.qc.ca • Informations : 514-340-9622